

DEPUIS 10 ANS, L'ONG CARE TRAVAILLE DANS LES USINES TEXTILES AU BANGLADESH.

Présente depuis 10 ans dans les usines de Dacca, l'ONG CARE dénonce le drame provoqué par l'effondrement du Rana Plaza. Ce triste événement aurait pu être évité. CARE demande aux entreprises nationales et internationales de responsabiliser leurs chaînes d'approvisionnement.

La tragédie du Rana Plaza a suscité une vague de frayeur parmi les 3,5 millions de travailleurs de l'industrie du textile, l'un des principaux secteurs d'emploi au Bangladesh. **CARE tient à rappeler aux entreprises leur responsabilité sociale et sociétale dans les pays où elles sont implantées et dans le choix de leurs fournisseurs.**

Au Bangladesh, CARE travaille de concert avec des entreprises nationales et internationales afin de réduire l'impact négatif de leurs activités et d'améliorer les conditions de vie des ouvriers. CARE favorise le développement des compétences des femmes travaillant dans les usines en mobilisant les directions des ressources humaines des usines ainsi que les communautés locales.

« Cela permet aux entreprises de développer une approche responsable de leur chaîne d'approvisionnement. Cependant toutes ces avancées si âprement obtenues sont compromises dès lors que l'environnement de travail n'est pas sûr », explique Philippe Lévêque, directeur de CARE France.

La majorité des ouvriers du textile sont des femmes. Malgré quelques améliorations ces dernières années, ces femmes doivent faire face à des conditions de travail très éprouvantes (bas salaires versés de manière irrégulière, discriminations, harcèlement sexuel, heures supplémentaires forcées, licenciements arbitraires, manque d'hygiène dans les usines...).

La question de la sécurité des ouvriers du textile est également liée à la très rapide urbanisation au Bangladesh – près de 35 000 personnes s'installent en ville chaque semaine. **Le Premier Ministre du Bangladesh a d'ailleurs récemment déclaré que 90% des immeubles du pays n'étaient pas conformes au code des bâtiments.**

« Le Bangladesh s'appuie sur les coûts modestes de la main-d'œuvre pour attirer les entreprises internationales. Mais cette stratégie est basée sur une vision à court terme et ne prend pas en compte les coûts sociaux et environnementaux. Il faut développer une approche sur le long terme et investir dans l'amélioration des bâtiments et le développement des compétences des ouvriers. Cela doit se faire avec l'appui des entreprises implantées depuis plusieurs années dans le pays. Cela profiterait également aux marques internationales qui réduiraient les risques en terme d'image », poursuit Jamie Terzi, directrice de CARE Bangladesh.

Malheureusement, aujourd'hui **beaucoup d'entreprises signent des chartes et engagements de principe mais encore trop peu agissent réellement pour faire changer cette situation.**

CARE demande aux entreprises :

- de dédommager les blessés de cette catastrophe et les familles des personnes décédées afin de compenser la perte de revenu engendrée par cet accident
- de signer et mettre en œuvre au plus vite [l'Accord sur la sécurité des bâtiments et la prévention des incendies](#) élaboré par les des syndicats et des organisations de défense des droits des travailleurs bangladais et internationaux afin de prévenir de les drames à répétition qui touchent le Bangladesh. Plus de 1 000 personnes ont trouvé la mort depuis 2005 dans un effondrement d'usine ou des incendies.
- de faire pression sur leurs fournisseurs pour qu'ils rémunèrent décemment leurs ouvriers (le salaire mensuel minimum, de 3000tk soit 30 € depuis 2010, reste très en deçà du salaire vital : 5000 à 8000 tk à Dacca ou Chittagong) et qu'elles permettent des conditions de travail sûres, et ce malgré des chaînes d'approvisionnement complexes.
- d'avoir des procédures rigoureuses tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Les procédures d'audit des usines avec lesquelles les marques travaillent doivent donner la parole aux ouvriers afin de prendre en compte les conditions réelles de travail. Cela demande aussi de renforcer les organismes de représentation des

ouvriers.

- de s'engager dans la durée et d'être transparents sur les mesures prises pour assurer une chaîne d'approvisionnement responsable et respectueuse des droits humains partout dans le monde.

CARE demande également aux autorités du Bangladesh :

- de renforcer la délibération d'agrément de sécurité par des services gouvernementaux identifiés et composés de personnels qualifiés pour assurer le respect effectif des réglementations et définir une chaîne de responsabilité claire afin de mettre fin à une culture d'impunité.

CONTACTS MEDIAS :

Laury-Anne Bellessa, 01 53 19 89 92, bellessa@carefrance.org

Nos équipes locales sont disponibles pour tout entretien ou accueillir les journalistes présents à Dacca. N'hésitez pas à nous contacter pour toute information complémentaire.

A PROPOS DE CARE AU BANGLADESH :

CARE est présente au Bangladesh depuis 1949 et travaille avec des entreprises (Timberland, Reebok, Walmart, Levi Strauss) afin d'améliorer durablement les conditions de vie des ouvriers. CARE collabore également avec des regroupements de propriétaires d'usine, les autorités locales et nationales et des consortiums tels que [Sustainability Consortium](#) et [Global Social Compliance Programme](#).

Voici quelques exemples de nos programmes :

Improving Women's Health and Education through Effective Learning : Améliorer l'accès aux services de santé pour 500 ouvrières du secteur textile grâce à des sessions de formations, des micro-assurances et un centre de santé mobile. Ce projet est développé dans les bidonvilles du quartier de Mirpur à Dacca.

Women's Health and Education through Effective Learning : Améliorer la position sociale de 500 ouvrières de Dacca par le développement de compétences techniques et des séances de sensibilisation à la nutrition, l'hygiène, la santé et l'alphabetisation.

Personal Advancement and Career Enhancement : Renforcer les compétences de 500 ouvrières dans le district de Gazipur.

Solidarity and Empowerment through Education, Motivation and Awareness : Promouvoir et protéger les droits de 2 millions d'ouvrières du secteur textile ainsi que de 100 000 travailleuses du sexe. Ce programme facilite l'évolution des normes sociales et institutionnelles afin de réduire les violences faites aux femmes.

Global Women's Economic Empowerment Initiative: Développer les savoirs de base (hygiène, santé et nutrition, droits et devoirs) dans 15 usines pour environ 30 000 ouvriers (dont 82% de femmes), ainsi que 45 cadres. A terme, 15 000 femmes recevront une formation pour améliorer leurs compétences en leadership.